

FRONT DE GAUCHE GENNEVILLOIS

LE DROIT AUX VACANCES ET AU REPOS POUR TOUTES ET TOUS



Miloud Hadjadj-Aoul

À Gennevilliers, nous refusons que l'été sépare les enfants en deux catégories : ceux qui partent et ceux qui regardent les autres partir.

Partir, changer d'air, voir la mer ou la montagne, ce n'est pas un cadeau réservé à quelques-uns. C'est un droit, arraché par celles et ceux qui nous ont précédés : en 1936, les congés payés ont fait entrer le repos et l'élargissement des horizons dans la vie des familles populaires. Près d'un siècle plus tard, ce droit reste fragile. Sur le papier, il existe pour tous. Dans les faits, trop d'enfants ne quittent pas leur ville de l'année.

Or un droit qui ne se vit pas reste un mot. Notre rôle, dans une ville populaire comme la nôtre, c'est de le rendre réel : que le salaire des parents ne détermine pas qui a le droit de rêver, de découvrir, de revenir avec des souvenirs plein la tête. Les vacances font grandir autant que l'école, en permettant d'expérimenter la confiance, l'autonomie, la rencontre de l'autre. En ouvrir l'accès à tous nos enfants, ce n'est pas une dépense : c'est une question de dignité et d'égalité.

Voilà pourquoi, cette année encore, la ville fait partir nos enfants et nos ados en colo. Et parce que personne ne doit renoncer faute de moyens, chaque famille paie en fonction de ses revenus. C'est cela, un service public qui tient debout : il s'adapte à la vie des gens, et non l'inverse.

Pour celles et ceux qui restent, rien n'est au rabais : centres de loisirs, clubs ados, sorties sportives, culturelles et de plein air. Et nous n'oublions personne, il y en a pour les jeunes de 18 à 25 ans, les familles, nos aînés.

Côté pratique, les préinscriptions se font sur l'espace famille.

Bel été à toutes celles et ceux qui ont donné une année d'efforts, élèves comme salariés. Et ayons un geste pour nos aînés qui se sentent parfois seuls : un appel, une visite suffisent à éclairer une journée.

Prenons soin les uns des autres. Restons solidaires. Bel été à toutes et à tous.

GENNEVILLIERS, SOCIAL-ÉCOLOGIE

L'ÉTÉ À GENNEVILLIERS



Laurent Noël

Cette année marque les 90 ans du Front populaire et de sa plus importante réforme au bénéfice des Françaises et des Français : les congés payés ! À l'heure où cet acquis social est remis en cause par la droite à l'Assemblée nationale, nous soutenons ici à Gennevilliers que les congés sont un droit.

Les vacances sont un extraordinaire levier de dynamisation et de cohésion. Cette parenthèse, cette "respiration" dans notre vie quotidienne doit être préservée. C'est l'objectif des multiples actions mises en place par la ville pour que chacun et chacune puisse profiter d'un bel été.

Alors rendez-vous comme chaque année au parc des Sévines pour une nouvelle édition de « L'été aux Sévines » afin de profiter d'activités sportives, culturelles, et autour de la transition écologique.

Nous souhaitons de belles vacances aux familles qui participeront aux séjours organisés par l'OML et aux enfants de 4 à 17 ans qui participeront à des séjours éducatifs : l'occasion de participer à une belle aventure humaine et collective.

Les centres de loisirs et les centres sociaux ne seront pas en reste et proposeront des sorties à la journée à la mer, dans des bases et des parcs de loisirs.

Profitons-tous de cette période de repos, la rentrée de septembre 2026 aura besoin de notre force et de notre mobilisation !

Belles et bonnes vacances à toutes et à tous.

LES ÉCOLOGISTES

CONTRIBUTION
NON PARVENUE

LES GENNEVILLOIS

VACANCES POUR TOUS :
UN DROIT À FAIRE VIVRE

Delphine Parmentier

En 1936, le gouvernement du Front populaire conduit par Léon Blum accordait aux salariés 15 jours de congés payés. 90 ans plus tard, cette conquête sociale s'est renforcée pour atteindre 5 semaines de congés par an. Pourtant, si le droit aux vacances s'est largement démocratisé, l'accès effectif au départ demeure encore marqué par de profondes inégalités.

Or, partir en vacances ne relève pas du simple loisir : il s'agit d'un temps essentiel de repos, de découverte, de partage et de reconstruction personnelle. Pour les familles, enfants et adultes, ces moments permettent de rompre avec les contraintes du quotidien, de se ressourcer et de créer des souvenirs communs. Conscients de cet enjeu, de nombreux acteurs se mobilisent chaque année pour rendre les vacances accessibles au plus grand nombre : les villes, les comités d'entreprise, les caisses d'allocations familiales, mais aussi le tissu associatif, qui joue un rôle précieux dans l'accompagnement des habitants.

Ainsi, nous formulons ici le vœu qu'un maximum de Gennevillois puisse bénéficier de ces temps de détente et d'évasion. Nous pensons aussi à celles et ceux qui, pour des raisons financières, professionnelles ou personnelles, ne pourront partir cette année et devront attendre des jours meilleurs.

Sachez cependant que de nombreuses initiatives permettent de profiter de la période estivale : n'hésitez pas à vous inscrire aux activités proposées par les communes, à vous rendre dans les parcs départementaux, ainsi qu'à la 10^e édition des « Jardins Ouverts » de la Région Ile-de-France, au « Ciné Plein Air » de la Villette... autant d'occasions de découverte et de convivialité.

Enfin, n'oublions pas nos aînés, souvent isolés, et en particulier en période de canicule ; à toutes et à tous, nous vous souhaitons un bel été. Nous aurons le plaisir de vous retrouver à la rentrée, au Forum des associations, rendez-vous incontournable de la vie locale.

LA FRANCE INSOUMISE
GENNEVILLIERSPROTÉGER LES ENFANTS DES VIOLENCES
SEXUELLES, ÉDUCATIVES, SOCIALES OU
ÉCONOMIQUES, UNE URGENCE ABSOLUE.

Claire Fiquet

L'actualité est intolérable. Le 8 juin, devant le ministère de la Justice et partout en France, nous avons dit notre colère et notre soutien à la famille de Lyhanna, victime de pédocriminalité.

Dans une société où la domination masculine règne encore, les plus fragiles sont en danger : violences sociales, économiques, sexuelles, éducatives, physiques ou "ordinaires".

Faillite des institutions, dénoncent familles et associations de victimes : justice, police, Éducation nationale, périscolaire. La parole des enfants n'est pas entendue ; 70 000 plaintes dorment dans les tribunaux débordés. La Commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants (Ciivise) rappelle que 160 000 enfants en sont victimes chaque année, un toutes les trois minutes*.

Au-delà des belles paroles gouvernementales, il faut des actes : loi-cadre, parcours de soin remboursé par la Sécurité Sociale, moyens à la hauteur de ce fléau systémique.

Garantir la prise en compte des droits des enfants dans les politiques locales est l'objectif du manifeste que j'ai co-créé pour une délégation aux Droits des Enfants dans chaque exécutif municipal, afin de :

- Rompre les inégalités de naissance : reconnaître chaque enfant comme administré à part entière ; diagnostics locaux, observatoire, suivi des situations, lien avec le logement.
- Faire reculer les violences par la prévention : formation des professionnels, transparence des recrutements, protocoles de signalement clairs.
- Donner du poids à la parole des enfants : espaces d'expression et d'accueil renforcés.
- Mettre la santé globale au cœur des communes : éducation dehors, rénovation des écoles, qualité des repas, accès aux soins.
- Penser les villes à hauteur d'enfant : abords des écoles sécurisés, mobilités douces, espace public rendu au jeu.

* Rapport Ciivise 2023

Claire Fiquet lfigennevilliers@gmail.com
Permanence : jeudi 2 juillet, Bourse du Travail

LES CONTRIBUTIONS
PUBLIÉES
DANS CES PAGES
N'ENGAGENT
PAS LA RÉDACTION
DE GENNEVILLIERS
MAGAZINE